

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**Mission de contrôle technique pour l'ensemble des opérations menées sur  
le périmètre d'Euroméditerranée**

# SOMMAIRE

---

<b>ARTICLE 1 – OBJET .....</b>	<b>3</b>
1.1 Nature des travaux .....	3
1.1.1 Opérations de démolition, de construction et de réhabilitation de superstructures.....	3
1.1.1.1 Bâtiments d'Habitation.....	3
1.1.1.2 Bâtiments relevant du code du travail .....	3
1.1.1.3 Bâtiments recevant du public .....	3
1.1.1.4 Installations classées pour la protection de l'environnement .....	4
1.1.2 Opérations d'aménagements .....	4
1.2 Périmètre d'intervention .....	4
<b>ARTICLE 2 - RAPPELS GENERAUX .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 - NATURE ET DOMAINE D'INTERVENTION .....</b>	<b>5</b>
3.1. Prescriptions générales, documents de référence .....	5
3.2 Nature de la mission de contrôle technique .....	5
3.3. Obligations du contrôleur technique .....	7
3.4. Rôle du contrôleur technique.....	7
3.5. Domaine d'intervention (ou Acte du contrôleur technique) .....	7
<b>ARTICLE 4 - PHASES DE LA MISSION DE CONTROLE .....</b>	<b>8</b>
4.1 Concours de Maitrise d'Œuvre.....	8
4.2 Examen des documents de conception .....	8
4.3 Examen des documents d'exécution.....	9
4.4 Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle préalable à la réception .....	9
4.5 Examen des travaux effectués pendant la période de GPA .....	9
4.6 Vérification initiale des installations électriques avant mise en service et après éventuelles modifications (conformément à l'article R. 4224-17 du Code du travail et à l'article 53 du décret du 14 novembre 1998) .....	9
4.7 Consuel .....	9
4.8 Vérification d'Absence de Tension (VAT) des réseaux et des bâtiments .....	9
4.9 Attestation d'accessibilité PMR.....	10
<b>ARTICLE 5 - NATURE TECHNIQUE DES VERIFICATIONS .....</b>	<b>10</b>
5.1 Textes généraux de référence.....	10
5.2 Textes particuliers de référence .....	10
<b>ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION - OBLIGATIONS GENERALES .....</b>	<b>11</b>
6.1 Règles particulières .....	11
6.2 Présence minimale en études et sur le chantier .....	11
6.3 Diffusion des actes d'information.....	11
Les avis et les comptes-rendus établis pendant la mission sont adressés : .....	11
Les rapports de contrôle technique demandés par le maître d'ouvrage : .....	11
<b>ARTICLE 7 - MOYENS DU CONTROLEUR TECHNIQUE.....</b>	<b>11</b>

## ARTICLE 1 – OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) concerne les prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice du contrôle technique au sens de l'article 8 de la loi n° 78-12 du 4 Janvier 1978.

Ces prestations peuvent concerner :

- des opérations de démolition de construction ou de réhabilitation de bâtiments ou d'ensemble des bâtiments
- des opérations d'aménagement d'espaces publics

### 1.1 Nature des travaux

#### 1.1.1 Opérations de démolition, de construction et de réhabilitation de superstructures

Par démolition est entendu : déconstruction d'une structure, éventuellement précédée de désamiantage.

Les opérations pourront également porter sur de la construction neuve, et de la réhabilitation, en site vide d'occupation ou en site occupé.

Les opérations de démolitions, de construction ou de réhabilitation pourront porter sur toute catégorie de bâtiments :

##### 1.1.1.1 Bâtiments d'Habitation

On y inclut les résidences individuelles, accolées, en bande et résidences collectives.

On compte 4 familles distinctes selon les caractéristiques que régit la réglementation de sécurité incendie.

Famille	Nature de l'habitation	Particularités	Nombre d'étages ou hauteur (1)
1ère	Individuelle	Isolée ou jumelée	≤ R + 1
		En bande à structures non indépendantes	R + 0
		En bande à structures indépendantes	R + 1
2ème	Individuelle	Isolée ou jumelée	> R + 1
		En bande à structures non indépendantes	R + 1
		En bande à structures indépendantes	> R + 1
2ème	Collective	-	≤ R + 3
3ème A	Collective	Distance porte palière de logement / accès escalier ≤ 7 m.	≤ R + 7
		Escalier atteint par voie échelle	H ≤ 28 m
3ème B	Collective	Une des conditions ci-dessus non respectée ou > R + 7	H ≤ 28 m
4ème	Collective	-	28 m < H ≤ 50 m

##### 1.1.1.2 Bâtiments relevant du code du travail

Sont concernés des usines, des bureaux, des entrepôts de stockage, lieux de travail du personnel.

Le règlement de sécurité qui les régit est le code du travail. Il distingue 2 catégories :

- Plancher haut < 8m ;
- Plancher haut > 8m.

##### 1.1.1.3 Bâtiments recevant du public

Il s'agit de tout bâtiment ou enceinte (même à ciel ouvert) accueillant du public.

Ils sont régis par l'arrêté **du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)** pour les établissements de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> catégorie) et de l'**Arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de**

***dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public*** pour les établissements dits de 5<sup>ème</sup> catégorie.

#### **1.1.1.4 Installations classées pour la protection de l'environnement**

Sont concernés les bâtiments relevant du code du travail ou recevant du public, mais qui du fait de leurs caractères particuliers peuvent porter atteinte à l'environnement, font l'objet de règles de sécurité plus contraignante que les bâtiments dits standards.

Ex : chaufferie de plus de 2MW, parking de plus 1000 véhicules.

Les opérations visées concernent la démolition de bâtiments ou d'ensembles de bâtiments ainsi que leurs excroissances éventuelles, de réseaux privés connexes, terrassements, évacuation des matériaux et de toutes opérations liées à la mise en sécurité des chantiers et à la protection des immeubles riverains.

La mission intègre également la mise en sécurité du lieu avec un aménagement provisoire et un confortement des bâtiments voisins si nécessaire.

#### **1.1.2 Opérations d'aménagements**

Les missions porteront sur des opérations d'aménagement menées par l'EPAEM.

Ces opérations concernent :

- Aménagements de trottoirs – voiries ;
- Places publics ;
- Parcs urbains ;
- Ouvrage de soutènements ;
- Réseaux ;
- Ouvrage GC divers. :
- Terrassement-consolidation/traitement de sols

D'une manière générale, tout ouvrage de soutènement est considéré comme un ouvrage d'infrastructure. Les missions de Contrôle Technique de ces ouvrages sont donc traitées via la série de prix relative aux Opérations d'Infrastructures.

#### **1.2 Périmètre d'intervention**

Les missions porteront sur des opérations relatives à l'ensemble du périmètre Euroméditerranée dont l'emprise est donnée par le plan ci-contre.



## **ARTICLE 2 - RAPPELS GENERAUX**

Le contrôle technique a pour objet de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation d'une construction.

Le contrôle technique est exercé par des personnes physiques ou morales agréées par le Ministre chargé de la construction dans les conditions fixées par la Loi n° 78-12 du 4 Janvier 1978.

Le contrôleur technique exerce ses fonctions pour le compte du maître d'ouvrage, en liaison avec le maître d'œuvre, les entreprises et fournisseurs et, d'une manière générale, tout intervenant à titre quelconque en vue de la réalisation des ouvrages.

Le présent CCTP complète et précise les prescriptions :

- du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique (CCTG -CT) approuvé par le Décret n° 9-443 du 28 mai 1999 modifié ;
- du cahier des conditions générales d'intervention pour le contrôle technique adopté par le Coprec - Construction le 23 Novembre 1993 (CCGI-CT Coprec), dans la mesure où les dispositions de ce document complètent celles du CCTP et CCTG-CT.

## **ARTICLE 3 - NATURE ET DOMAINE D'INTERVENTION**

### **3.1. Prescriptions générales, documents de référence**

La consistance et le champ d'application des missions à conduire seront notamment conformes aux textes et documents énumérés ci après, y compris leurs annexes, les renvois à d'autres textes, les mises à jour et tous projets communiqués mais non publiés :

- CCTG applicable aux marchés de contrôle technique et les textes qui s'y rapportent ;
- CCAG de prestations intellectuelles et les textes qui s'y rapportent ;
- CCAG travaux et les textes qui s'y rapportent ;
- Normes DTU-Règles de l'art ;
- R.E.E.F. (répertoire des éléments et ensembles fabriqués du bâtiment) édité par le CSTB ;
- Code de la construction et de l'habitation ;
- Code civil ;
- Code de la santé publique ;
- Code du travail ;
- Règlement sanitaire départemental.

### **3.2 Nature de la mission de contrôle technique**

La mission de contrôle technique comporte principalement les éléments suivants :

- La mission **L** portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables ;  
L'ensemble des missions L (L-LE-LP) porteront également sur l'ensemble des opérations de démolition/déconstruction notamment en cas de démolition/déconstruction partielle.
- La mission **S** portant sur les conditions de sécurité des personnes dans tout type de construction (bâtiments d'habitation, ERP et IGH, tertiaires, industriels, etc.) ;
- La mission complémentaire **LE** relative à la solidité des existants ;
- La mission complémentaire **LP** relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables ;
- Mission **PS** relative à la sécurité des personnes dans la construction en cas de séisme ;
- Mission **P1** relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- Mission **AV** relative à la stabilité des avoisinants (chaussée, réseaux, mobilier urbain, constructions à distance ou mitoyennes), pour leurs éléments d'infrastructure comme de superstructure. La mission inclura également la prévention des risques sur les avoisinants liés aux opérations de démolition/déconstruction, totale ou partielle ;
- Mission **Hand** relative à l'accessibilité des constructions
- Mission **SEI** relative aux conditions de sécurité des personnes dans les constructions ERP et IGH ;
- Mission **SH** relative aux conditions de sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation ;

- Mission **STI** relative aux conditions de sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires (autres qu'ERP et IGH) et dans les bâtiments industriels
- Mission **F** relative au fonctionnement des installations ;
- Mission **Pha** relative à l'isolation acoustique des bâtiments ;
- Mission **Th** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- Mission **ATTAXES** relative à la vérification après travaux sous PC ou autorisation de travaux et établissement de l'attestation d'accessibilité aux personnes handicapées ou de fin d'agenda d'accessibilité programmée
- Mission **Brd** relative à l'accessibilité au transport des brancards dans les constructions ;
- Mission **GTB** relative à la gestion technique du bâtiment ;
- Mission **ENV** relative à l'environnement ;
- Mission **HYS** relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments (HYSH ou HYSA) ;
- Mission **PV** relative au récolement des procès-verbaux des équipements de l'ouvrage ;
- Mission **LVR** Levée de réserves ;
- Mission **AMO** Assistance au maître d'ouvrage pour l'analyse du concours ;
- Mission **APC** Assistance pour la constitution du dossier de permis de construire ;
- Mission de **vérification Initiale des installations électriques.**
- Mission de **vérification d'Absence de Tension (VAT) des réseaux**
- Mission de **vérification d'Absence de Tension (VAT) des bâtiments**
- Mission de **CONSUEL** : Vérification avant mise sous tension des installations électriques et la délivrance des imprimés DR
- Mission relative à la **conception des aires de jeux Collectives** – Cette mission comprend
  - Conseil et assistance technique (Conseil pour le développement des aires de jeux et équipements neufs, Assistance à l'élaboration des plans d'entretien des aires et de maintenance des équipements, Contrôle en cours de travaux et assistance à la réception des aires et équipements neufs.
  - Étude documentaire : plan de la structure des jeux, plan d'entretien et de maintenance, notice de montage, registre de sécurité...
  - Contrôle de première installation (Implantation, fixation et stabilité des équipements/Vérification des espacements minimum entre les différents éléments pour prévenir les risques de strangulation ou de coincement/Protection contre les risques de chute : présence de garde-corps, balustrade, main courante, analyse de l'espace de chute (obstacle, ...) et de la surface d'impact... :Matérialisation des zones de sécurité :Protection contre les risques liés à la circulation de véhicules (clôture, barrière)/Hygiène des matériaux de revêtement et d'amortissement/Contrôle de l'affichage : coordonnées de l'exploitant, âge minimum pour accéder aux jeux, avertissements liés à la sécurité, conformité aux exigences de sécurité...)

Y compris :

- Participation aux réunions de la commission technique en cas de concours de Maîtrise d'œuvre.
- Participation à 2 réunions par élément de mission loi MOP en phase Etude
- Participation à 1 réunion de rendu par élément de mission loi MOP en phase Etude ;
- Participation à 2 réunions avec les services instructeur pour la mission APC
- Participation aux réunions hebdomadaires de chantier,
- Présence au passage de la commission de sécurité et d'accessibilité
- Synthèse mensuelle des avis suspendus et défavorables non suivis d'effets ;
- Réceptions partielles éventuelles.
- Reprise du RICT et du rapport final, pour lever des avis défavorables après reprise des entreprises ou de la Maitrise d'œuvre.

Le présent CCTP, le CCTG-CT et le CCGI-CT-Coprec (dans la mesure où les dispositions de ce document complètent celles du CCTP et du CCTG-CT) et la norme NFP 03-100 précisent le contenu détaillé des missions citées ci-dessus.

Des prix heure spécialiste ou technicien rémunéreront les prestations du contrôleur technique dont le contenu n'est pas inclus dans les éléments de mission précités.

### **3.3. Obligations du contrôleur technique**

Le contrôleur technique devra vérifier, sous sa propre responsabilité, la mission mentionnée dans le présent marché et les compléter, s'il y a lieu, afin de prévoir dans ses prix l'ensemble des prestations nécessaires à un parfait achèvement desdites missions. En tout état de cause les missions ou imprévus non décrits dans les présentes mais se rattachant par nécessité aux missions projetées, seront exécutées sur l'ordre du maître d'œuvre et ne donneront lieu à aucune plus-value ou supplément.

En tant que spécialiste, le titulaire fera son affaire du présent CCTP et en aucun cas ne pourra se prévaloir d'une quelconque omission dans l'énumération des prestations demandées.

### **3.4. Rôle du contrôleur technique**

Il est exercé par des personnes physiques ou morales, dénommées contrôleurs techniques, agréées par le ministère chargé de la construction après avis d'une commission.

Le contrôleur technique intervient à la demande du maître d'ouvrage et donne son avis à ce dernier sur les problèmes d'ordre technique. Cet avis porte sur les problèmes qui concernent notamment la solidité de l'ouvrage et la sécurité des personnes.

Le contrôleur technique est soumis, dans les limites de la mission qui lui est confiée par le maître d'ouvrage, à la présomption de la responsabilité dont les principes sont régis par les articles 1792, 1792-1 et 1792-2 du code Civil.

L'intervention d'un contrôleur technique ne décharge en rien les autres intervenants des responsabilités inhérentes à leur qualité de concepteur ou d'entreprise

Le contrôleur technique n'est pas mandataire du maître d'ouvrage. De ce fait il ne peut donner d'ordre, ni au maître d'œuvre ni aux entrepreneurs. Il appartient au maître d'ouvrage de décider de la suite qu'il entend donner aux avis qu'il a reçus du contrôleur technique et de donner en conséquence ses instructions au maître d'œuvre.

### **3.5. Domaine d'intervention (ou Acte du contrôleur technique)**

La mission confiée au contrôleur technique porte sur la totalité des travaux, qu'ils fassent l'objet d'un ou plusieurs marchés de travaux.

## **ARTICLE 4 - PHASES DE LA MISSION DE CONTROLE**

La mission confiée au contrôleur technique comporte les phases suivantes :

- Phase 1 : Concours de Maîtrise d'œuvre ;
- Phase 2 : Examen des documents de conception ;
  - o Phase 2 a : opérations d'infrastructure
  - o Phase 2 b : opérations de démolition
  - o Phase 2 c : opérations de superstructure
- Phase 3 : Examen des documents d'exécution ;
  - o Phase 3 a : opérations d'infrastructure
  - o Phase 3 b : opérations de démolition
  - o Phase 3 c : opérations de superstructure
- Phase 4 : Contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages, des équipements, des espaces verts et des aménagements extérieurs y compris vérifications finales en vue de la réception (cette phase comprendra l'assistance à la visite de la commission de sécurité et d'accessibilité) ;
  - o Phase 4 a : opérations d'infrastructure
  - o Phase 4 b : opérations de démolition
  - o Phase 4 c : opérations de superstructure (y compris l'assistance à la visite de la commission de sécurité et d'accessibilité)
- Phase 5 : Contrôle des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement ;
  - o Phase 5 a : opérations d'infrastructure
  - o Phase 5 b : opérations de démolition
  - o Phase 5 c : opérations de superstructure
- Phase 6 : Vérification initiale des installations électriques avant mise en service et après éventuelles modifications (conformément à l'article R. 4224-17 du Code du travail et à l'article 53 du décret du 14 novembre 1998) ;
- Phase 7a : Consuel
- Phase 7b : Vérification d'Absence de Tension (VAT) des réseaux
- Phase 7c : Vérification d'Absence de Tension (VAT) des bâtiments
- Phase 8 : Attestation d'accessibilité PMR.

Il est précisé que quel que soit la phase et la mission, les documents à examiner par le contrôleur technique seront transmis uniquement par voie dématérialisée.

### **4.1 Concours de Maîtrise d'Œuvre**

Cette phase comprend notamment :

- Examen des esquisses présentées par les candidats au concours concepteurs ;
- Le contrôleur technique participera aux réunions de la commission technique chargée de l'analyse des projets pour le jury ;
- Le bureau de contrôle établira un rapport d'analyse au plus tard 15 jours après la première réunion de la commission technique.

### **4.2 Examen des documents de conception**

Cette phase comprend notamment :

- Examen des rapports d'étude de sols (le cas échéant) ;
- Examen des documents techniques de projet (ESQ ou DIAG, APS, APD, PRO, DCE) et participation à 2 réunions par élément de mission loi MOP ainsi que d'une par rendu d'élément de mission ;
- Aide à la rédaction de la Notice d'accessibilité et de la Notice de sécurité, y compris 2 réunions avec les services instructeurs (dans le cadre de la mission APC)
- Etablissement du rapport initial de contrôle technique (RICT), y compris reprise du RICT en cas de levées d'avis défavorables ;

- Participation à des réunions de mise au point technique avec les entreprises et la MOE si une mise au point s'avère nécessaire.

#### **4.3 Examen des documents d'exécution**

Cette phase comprend notamment :

- Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle ;
- Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle (le cas échéant) ;
- Participation aux réunions de chantier , aux réunions de synthèse et aux réunions spécifiques programmées par la Maitrise d'œuvre pour l'analyse des plans et notes d'exécution.

#### **4.4 Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle préalable à la réception**

Cette phase comprend notamment :

- Examen s'il y a lieu des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérées à l'article 1792-1 al. 1 du Code Civil pour les ouvrages et éléments soumis au contrôle ;
- Examen visuel des ouvrages et équipements soumis au contrôle à l'occasion de visites ponctuelles de chantier ;
- Participation à des rendez vous de chantier
- Tous les documents d'exécution seront examinés par le bureau de contrôle et sont suivis d'un avis écrit transmis au maître d'ouvrage dans les 10 jours avec ou sans observations.
- Etablissement du rapport final de contrôle technique (y compris reprise après levée des avis défavorables).
- Assistance à la visite de la commission de sécurité et d'accessibilité

#### **4.5 Examen des travaux effectués pendant la période de GPA**

Examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de GPA. Il s'agira de la vérification des travaux destinés à lever les réserves mentionnées aux procès-verbaux de réception, ou des travaux destinés à la réparation des désordres apparus ultérieurement à la réception, et rentrant dans le cadre de la GPA. Pour l'exécution de cette phase, le maître de l'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués.

#### **4.6 Vérification initiale des installations électriques avant mise en service et après éventuelles modifications (conformément à l'article R. 4224-17 du Code du travail et à l'article 53 du décret du 14 novembre 1998)**

Le contrôleur technique donnera un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire, dans les constructions achevées et équipées, aux prescriptions réglementaires citées.

Pour l'exécution de cette phase, le maître d'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués.

#### **4.7 Consuel**

Vérification avant mise sous tension des installations électriques et la délivrance des imprimés DR.

#### **4.8 Vérification d'Absence de Tension (VAT) des réseaux et des bâtiments**

Vérifier d'absence de tension dans les réseaux quelque soit le nombre de câble.

Vérifier l'absence de tension des Bâtiments

En vertu de la norme NFC18-510 relative aux opérations sur les ouvrages et installations ou dans un environnement électrique

#### **4.9 Attestation d'accessibilité PMR**

A l'achèvement de la construction, une attestation certifiant que les règles d'accessibilité sont respectées sera établie par le contrôleur technique.

### **ARTICLE 5 - NATURE TECHNIQUE DES VERIFICATIONS**

Chaque prestation de contrôle technique qui fait partie de la mission confiée au titulaire comporte des vérifications qui s'exercent à toutes les phases de la mission par référence à des textes généraux et à des textes particuliers.

#### **5.1 Textes généraux de référence**

Ces vérifications sont réalisées par référence aux textes généraux énumérés à l'article 12 du CCTG-CT :

- aux textes législatifs et réglementaires ;
- aux fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux ;
- aux textes techniques de caractère nominatif notamment :
  - la norme NFP 03-100
  - les normes françaises y compris les normes transposant
    - . les normes européennes ;
    - . les règles et prescriptions techniques D.T.U. ;
    - . les avis techniques, agréments européens et appréciations techniques d'expérimentation ATEX ;
    - . les règles professionnelles.

#### **5.2 Textes particuliers de référence**

Ces vérifications doivent également s'effectuer en tenant compte des exigences particulières du maître de l'ouvrage exprimées dans le programme technique de l'opération, dans la mesure où elles ne contreviennent pas aux textes généraux cités plus haut, notamment :

- l'exigences de durabilité et de pérennité ;
  - l'exigences concernant le coût d'usage ;
  - l'exigences de performances.
-

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION - OBLIGATIONS GENERALES**

### **6.1 Règles particulières**

Le contrôleur technique est tenu :

- de vérifier les listes prévisionnelles des documents de conception et d'exécution et de solliciter tout document nécessaire à l'exercice de sa mission ;
- de signaler au maître d'ouvrage tout document manquant, nécessaire à son intervention ;
- d'assurer le suivi des documents soumis à son avis (date prévisionnelle de réception, date de réception, date prévisionnelle d'émission de l'avis, date d'émission de cet avis, etc.) en cohérence avec les dates prévisionnelles de réalisation et d'alerter le maître d'ouvrage dès le constat d'un écart ;
- de participer à toutes les réunions nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;
- de signaler au maître d'ouvrage les essais qu'il estime nécessaires à la vérification de la qualité et des caractéristiques des produits et ouvrages réalisés.

### **6.2 Présence minimale en études et sur le chantier**

En complément de l'annexe II du CCTG-CT le contrôleur technique est tenu :

- de participer aux réunions d'études et visites de chantier, aux réunions techniques ou de synthèse prévues dans le présent CCTP et/ou le CCAP relatif au présent accord cadre ;
- de participer aux réunions et visites de chantier, aux réunions techniques ou de synthèse dont l'(les) objet(s) requiert(ent) l'avis circonstancié du contrôleur technique ;
- de participer en outre à toute réunion exceptionnelle à laquelle il aura été convoqué par le maître de l'ouvrage ou par le maître d'œuvre.

De plus à l'occasion d'opérations dont l'exécution est particulièrement importante pour la qualité de l'ouvrage, le contrôleur technique pourra être amené à augmenter le nombre de ses visites selon son appréciation.

### **6.3 Diffusion des actes d'information**

Les avis et les comptes-rendus établis pendant la mission sont adressés :

- au maître d'ouvrage ;
- au mandataire de l'équipe de maîtrise d'œuvre ;
- au maître d'œuvre co-traitant concerné ;
- a(ux) entreprise(s) concernée(s)

Les rapports de contrôle technique demandés par le maître d'ouvrage :

- Le rapport initial sur le Projet ; et
- Le rapport final.

sont diffusés comme suit :

- 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;
- 1 exemplaire au mandataire de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

En tout état de cause, le contrôleur technique doit rendre compte régulièrement de sa mission au maître de l'ouvrage. A ce titre, il doit lui adresser autant de comptes-rendus qu'il est nécessaire pour lui faire connaître au minimum les avis suspendus ou défavorables qu'il forme en conclusion de chacun des actes types de caractère technique auxquels il est tenu dans le cadre de sa mission.

## **ARTICLE 7 - MOYENS DU CONTROLEUR TECHNIQUE**

En complément à l'article 14 du CCTG-CT le contrôleur technique s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en oeuvre les moyens qui permettent d'éviter autant que faire se peut les surcoûts et les retards qui pourraient découler de son intervention.